

Mise en conformité des
équipements scéniques
existants et motorisation
des porteuses
contrebalancées du
Théâtre national de la
Colline

PLAN PLURIANNUEL DE TRAVAUX 2026 – 2028

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
CCP

Consultation n°2025M0005

1. Objet du marché et dispositions générales

1.1 La MAITRISE D'OUVRAGE

La MAITRISE D'OUVRAGE est le Théâtre national de la Colline, 15 rue Malte Brun, 75020 Paris.

Le Théâtre national de la Colline est un Établissement Public Industriel et Commercial dont l'activité principale est la création, la production, la diffusion et l'exploitation de spectacles, placé sous la tutelle du ministère de la Culture (décret n° 2002 – 110 du 24 janvier 2002 modifiant le décret mai 1972 portant statut du Théâtre national de la Colline).

Le Théâtre national de la Colline est situé au 15 rue Malte Brun à Paris 20^{ème} et dispose d'une annexe Rue des Prairies à Paris 20^{ème} également.

Le présent marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) est soumis au Code de la Commande publique. Il est conclu par et pour le compte du Théâtre national de la Colline, qui en exerce la MAITRISE D'OUVRAGE dans le cadre des travaux mentionnés à l'article 1.1 du présent document.

Le financement de ce projet fera l'objet de financements publics uniquement, conditionnels à la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Le TITULAIRE est réputé s'être fait préciser, lors de l'établissement de son offre et en tout état de cause avant la signature de son marché, les différents points susceptibles de porter à confusion afin d'y faire apporter les corrections utiles.

A défaut, le TITULAIRE est réputé avoir tenu compte dans son prix de la prescription la plus pénalisante pour lui.

1.2 Objet du marché et forme du marché

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) complète et précise en tant que de besoin, les dispositions générales du cahier des clauses administratives générales applicables aux prestations intellectuelles du 30 mars 2021 faisant l'objet de marchés passés suivant le Code de la Commande Publique, à l'exception des clauses qui peuvent entrer en contradiction avec le présent document, celui-ci ayant priorité.

La présente consultation a pour objet la désignation d'un prestataire pour une mission d'assistance générale à la MAITRISE D'OUVRAGE à caractère technique.

Ne disposant pas en son sein des compétences, essentiellement techniques pour assurer un suivi optimal du projet, la MAITRISE D'OUVRAGE est amenée à faire appel à un AMO qualifié pour l'accompagner.

Ce marché d'AMO est constitué notamment du présent cahier des clauses particulières (CCP) qui définit les prestations qui composent cette mission ainsi que les modalités et conditions d'exécution. Le présent marché est un marché public de prestations intellectuelles d'assistance à la maîtrise d'ouvrage relatif à une opération visant à mettre en conformité en priorité les porteuses motorisées existantes et dans un second temps, motoriser les porteuses contrebalancées de la cage de scène de

la grande salle du Théâtre national de la Colline. Par ailleurs, une mise à jour du monte-charge de la cage de scène est prévue.

Le présent marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage a pour objet :

- D'accompagner la MAITRISE D'OUVRAGE en donnant des réponses techniques au programme
- Assister la MAITRISE D'OUVRAGE dans le suivi de la réalisation des ouvrages jusqu'à leur parfait achèvement

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement. Ce prix est détaillé au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

1.3 Les parties

1.3.1 Les parties contractantes

D'une part :

La MAITRISE D'OUVRAGE :

Théâtre national de la Colline

SIRET : 784 804 593 00019 / APE : 9001Z

Représentée par son administratrice, Mme Patricia Michel

De l'autre : Le TITULAIRE :

L'entreprise signataire désigné par « LE TITULAIRE » dans l'ensemble des pièces administratives du présent marché.

1.3.2 Les chargés de mission

LES REPRESENTANTS DE LA MAITRISE D'OUVRAGE :

WAJDI MOUAWAD

Directeur – Théâtre national de la Colline

PATRICIA MICHEL

Administratrice – Théâtre national de la Colline

SUIVI D'OPERATION DE LA MAITRISE D'OURAGE :

AUDREY STERLINGOTS

Directrice technique – Théâtre national de la Colline

FRANK GRIMAUD

Directeur technique adjoint en charge du bâtiment et de la sécurité – Théâtre national de la Colline

MARION TURREL

Responsable du service machinerie – Théâtre national de la Colline

SEBASTIEN DUPONT

Adjoint à la responsable du service machinerie – Théâtre national de la Colline

Le TITULAIRE est tenu de prendre en compte l'ensemble des observations/demandes que ces chargés de mission pourraient formuler dans le cadre de leurs interventions.

1.4 Définitions et obligations générales des parties contractantes

Les dispositions applicables sont celles prévues aux articles 2 et 3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG—PI), qui est une des pièces constitutives du présent marché (voir art. 2 ci-dessous).

Dans le présent marché :

- La MAITRISE D'OUVRAGE est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché ; le maître de l'ouvrage est désigné par les termes de « pouvoir adjudicateur » dans le CCAG—PI ;
- « La personne responsable du marché » est le représentant légal du pouvoir adjudicateur ;
- « L'assistant à maîtrise d'ouvrage », ou « l'AMO » désigne le prestataire qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur ; l'AMO est désigné par le terme de « titulaire » dans le CCAG—PI.

1.5 Définition de la mission de l'AMO – Forme du marché

Les prestations constitutives de la mission qui fait l'objet du présent marché se décomposent en une mission en tranche ferme et d'une mission en tranche optionnelle qui s'exécutent successivement.

Ces deux éléments de mission sont les suivants :

- Le premier élément de mission, en tranche ferme, consiste en la réalisation des études d'avant-projet (APS et APD) et à l'élaboration notamment du budget APD afin de permettre sa transmission à la tutelle de la MAITRISE D'OUVRAGE
- Le deuxième élément de mission, en tranche optionnelle, consiste en la réalisation des études de projet (PRO) incluant l'assistance à la réalisation du DCE, les missions ACT et DET puis AOR et ce, jusqu'au parfait achèvement des ouvrages et la contractualisation de leur maintenance. Cette tranche optionnelle sera affermie dans le cas d'une acceptation du financement des travaux par la tutelle de la MAITRISE D'OUVRAGE.

Le prix de chaque tranche est global et forfaitaire.

Les deux éléments de mission du marché constituent chacune une partie technique au sens de l'article 20 du CCAG-PI. La MAITRISE D'OUVRAGE peut décider, au terme de chacune de ses parties, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. Dans cette hypothèse, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité, et entraîne la résiliation du marché.

La MAITRISE D'OUVRAGE mettra à la disposition de l'AMO pour la réalisation de sa mission les documents techniques et administratifs en sa possession et s'efforcera de faciliter l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont il pourra avoir besoin.

1.6 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents suivants qui ont valeur contractuelle :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) du 30 mars 2021 ;
- La DPGF portant décomposition détaillée du prix des différentes phases du projet
- Les comptes-rendus de réunion de chantier

Ces documents particuliers sont complétés par des documents généraux non produits ni signés, mais faisant partie intégrante du Marché.

7) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux prestations intellectuelles

8) Le Cahier des Clauses Techniques Générales

9) Les Documents Techniques Unifiés (DTU) et Cahier des Prescriptions Techniques Générales

10) Les avis techniques du CSTB

11) Les normes françaises

12) Tous décrets, arrêtés, lois et règlements en vigueur

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus citées, c'est la pièce listée en première qui prévaut sur les suivantes.

En cas de non-concordance entre plusieurs documents techniques, la décision revient de droit à la MAITRISE D'OUVRAGE

(*) Comptes rendus de réunion de chantier : La MAITRISE D'OUVRAGE se réserve la possibilité d'organiser des réunions de chantier, avec convocation par mail et transmission des comptes rendus (CR) par mail. Le CR peut faire l'objet de remarques et/ou contestations sous 3 jours calendaires après envoi, et passer ce délai le CR est opposable à tous les acteurs qui en auront été destinataires.

2. Contenu de la prestation

La MAITRISE D'OUVRAGE attend de l'AMO qu'il l'accompagne et l'assiste au plus près dans l'étude et la réalisation de son projet, afin de répondre notamment aux objectifs définis et aux orientations données.

Dans l'accomplissement de sa mission, l'AMO doit être force de proposition auprès de la MAITRISE D'OUVRAGE. Il doit également guider, pleinement informer et conseiller ce dernier de façon à lui permettre de décider en parfaite connaissance de cause des choix à opérer pour la mise œuvre du projet et la réalisation de l'opération.

Il doit aussi procéder aux contrôles nécessaires à chaque fois que sa mission l'impose. Durant sa mission, l'AMO est réputé avoir une totale et parfaite connaissance de l'ensemble des législations, réglementations et normes, notamment de construction, applicables pour la réalisation de l'opération de mise en conformité et d'évolution des équipements scéniques.

Sans préjudice des prescriptions et spécifications prévues à la présentation de l'opération, les prestations constitutives de la mission de l'AMO sont définies par élément de mission comme suit :

- **En phase d'avant-projet :**
 - Assister la MAITRISE D'OUVRAGE dans la définition de ses besoins et le choix des nouveaux équipements
 - Assister la MAITRISE D'OUVRAGE dans la réalisation des diagnostics
 - Elaborer un budget APD afin de le transmettre à la tutelle de la MAITRISE D'OUVRAGE
 - Assister la MAITRISE D'OUVRAGE dans la rédaction d'un rapport APD à présenter à sa tutelle
- **En phase d'études de projet :**
 - Assister la MAITRISE D'OUVRAGE dans la rédaction des documents de consultation des entreprises pour un marché de travaux en conception / réalisation

- **En phase d'exécution et de réalisation :**

- Assister la MAITRISE D'OUVRAGE dans le suivi des travaux et leur bonne exécution
- Assister la MAITRISE D'OUVRAGE dans le suivi financier du projet
- Assister la MAITRISE D'OUVRAGE dans la phase de réception des ouvrages

2.1 Mission 1 : Réalisation des études d'avant-projet et du budget APD – En tranche ferme

L'AMO, dans sa mission relative aux études d'avant-projet devra accompagner la MAITRISE D'OUVRAGE dans la définition de ses besoins notamment par le choix du type de pilotage, les études diagnostics de l'existant (capacités portantes des éléments constituant le gril, CMU des fers existants, etc...). A l'issue de ces études, un calendrier général d'exécution prenant en compte des longues périodes de travaux en site occupé et exploité devra être élaboré par l'AMO ainsi qu'un budget APD qui sera déposé auprès de la tutelle de la MAITRISE D'OUVRAGE, le ministère de la Culture et de la Communication.

La validation du projet en phase APD par le ministère de la Culture et de la Communication est indispensable à l'affermissement de la tranche optionnelle relative aux études de projet (PRO), à la réalisation du DCE, à la phase ACT, DET et AOR. L'affermissement de la tranche optionnelle ne revêt pas de caractère automatique, et dépendra de la décision du pouvoir adjudicateur.

2.2 Mission 2 : Réalisation des phases PRO – DCE, ACT, DET et AOR – En tranche optionnelle

Dans le cas où le ministère de la Culture et de la Communication valide le budget APD ainsi que le rapport qui l'accompagne, la tranche optionnelle relative à la réalisation des études de projet, pourra être affirmée afin de démarrer les phases PRO – DCE, ACT, DET et AOR.

3. Présentation du projet

3.1 Présentation du contexte

Le Théâtre national de la Colline souhaite procéder à la mise en conformité de ses porteuses motorisées existantes et à la motorisation de ses porteuses contrebalancées. Ces travaux seront réalisés par et pour le compte du Théâtre national de la Colline qui en réalisera la maîtrise d'ouvrage. Ce projet constitue un plan pluriannuel de travaux en raison du fait qu'il n'est pas prévu de fermeture au public durant l'intégralité des travaux, objets du présent programme, hormis les fermetures estivales. L'enjeu de ces travaux est qu'ils s'intègrent parfaitement avec l'exploitation de la salle durant les trois années qui lui sont dédiées.

3.2 Présentation des contraintes

Le Théâtre national de la Colline ne fermera pas au public en vue de réaliser ces travaux. La MAITRISE D'OUVRAGE souhaite alerter le TITULAIRE du présent marché d'AMO qu'il n'est pas prévu d'intégrer un scénographe au marché et que les travaux, objets du présent marché, feront l'objet d'une

conception – réalisation et dont la maîtrise d'œuvre sera réalisée par l'entreprise titulaire du marché de travaux.

4. Les équipements existants

Lors de l'utilisation des porteuses motorisées et ce, notamment durant des représentations, il a été constaté de nombreux bugs par l'équipe de machinerie du Théâtre. C'est pour cette raison qu'une mise à jour du pilotage a été sollicitée par l'exploitant. Or, cette mise à jour entraîne la mise en conformité des porteuses motorisées au regard des règles de sécurité en vigueur entraînant le remplacement de nombreux équipements tels que les treuils obsolètes ou les variateurs de vitesse. Le MAITRISE D'OUVRAGE souhaite profiter de cette mise en conformité pour motoriser l'ensemble des porteuses contrebalancées de sa cage de scène afin de réduire les risques de trouble musculosquelettiques de ces équipes de cintriers et améliorer les possibilités de création du Théâtre. A ce jour, les porteuses motorisées sont pilotées par Apiscène version 3.95.0.0 sous Windows XP datant de 2003.

Leur installation s'est étendue sur deux générations : 2003 et 2008

Le Théâtre national de la Colline souhaite réaliser cette mise en conformité sur la première partie de sa cage de scène qui est composée de 18 porteuses électriques et 32 porteuses contrebalancées. (Zone A)

Et sur la seconde partie composée de 11 porteuses électriques (Zone B), ainsi que 1 porteuses électriques en salle (P 0) .

L'équipe machinerie souhaite en tout état de cause maintenir, pour les futures porteuses, une CMU à minima identique au regard de celles existantes.

Un remplacement de l'armoire électrique monte-charge de la cage de scène, qui date de 1988, est également prévue. En effet l'automate programmable TSX NANO n'est plus fabriqué, en cas de panne le monte -charge resterait bloqué.

5. Prix

5.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux le cas échéant, indiquent la répartition en pourcentage des paiements respectifs :

- Au TITULAIRE,
- Aux sous-traitants,
- Aux cotraitants (en cas de groupement conjoint).

5.2 Contenu des prix

Les prix sont établis en euros hors TVA. Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

5.3 Actualisation des prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables. L'actualisation des prix se déclenche si plus de 3 mois séparent la date d'établissement des prix de la date de début des prestations prescrite par l'acheteur. Le prix ainsi actualisé reste ferme pour toute la durée du marché.

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG, en cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre initiale remise par le titulaire.

Pour le calcul du coefficient, un décalage de lecture de 3 mois est appliqué pour la détermination du Mois M.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de variation est calculé par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,20 + 0,80 (S_n/S_0)]$$

Avec :

P : le prix actualisé ;

P₀ : le prix initial ;

S₀ : valeur de l'indice ING Ingénierie au mois de remise des offres;

S_n : valeur du dernier indice ING Ingénierie publié à la date de l'actualisation.

5.4 Paiement

Les délais dont dispose la MAITRISE D'OUVRAGE pour effectuer les paiements des acomptes et du solde sont de trente (30) jours calendaires comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement mensuel.

Le délai de paiement effectif sera compté jusqu'à la date du débit de la somme due sur le compte de la MAITRISE D'OUVRAGE.

Les factures seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la nature de la prestation exécutée ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- le montant hors TVA de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total TTC des prestations exécutés.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront impérativement être libellées et adressées exclusivement à :

La Colline -Théâtre National
Service financier et comptable
15, rue Malte Brun
75020 PARIS

Une fois les factures validées par la MAITRISE D'OUVRAGE, ces dernières devront être déposées sur la plateforme CHORUS PRO.

6. Durée du marché et délais d'exécution

6.1 Durée du marché

Le marché prendra effet à sa notification. Si la tranche optionnelle n'est pas affermie, le présent marché se terminera au rendu et budget APD. Si la tranche optionnelle est affermie, le présent marché prendra fin à la réception de l'ensemble des ouvrages prévus au programme.

6.2 Prolongation des délais d'exécution

Le présent marché pourra être prolongé en cas de changement de programme, ce qui fera l'objet, le cas échéant, d'un avenant.

7. Pénalités

7.1 Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la MAITRISE D'OUVRAGE, une pénalité de 50 € HT sera appliquée au TITULAIRE absent dûment convoqué.

7.2 Pénalités appliquées pour non-respect d'un engagement contractuel

Hormis les cas de pénalités spécifiques prévus aux autres articles du CCP, dans le cas où un engagement prévu à la charge du TITULAIRE ne serait pas respecté, le TITULAIRE encourt sur simple constatation de la MAITRISE D'OUVRAGE et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 50€ HT par jour calendaire, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le TITULAIRE.

Les pénalités du présent article sont cumulables dans la limite d'un plafond correspondant à 10 % du montant hors taxes de la phase concernée. Ce plafonnement n'est pas confondu avec le plafonnement des pénalités de retard définies au présent CCP.

8. Obligations courantes du Titulaire

8.1 Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9. Garantie et assurances

9.1 Garantie à première demande

Seules les garanties à première demande sont acceptables dans le cadre du présent marché dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché public y compris ses modifications en cours d'exécution.

Le TITULAIRE est libéré un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au TITULAIRE pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, le TITULAIRE est libéré de ses engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

9.2 Assurances

Le TITULAIRE devra transmettre ses attestations d'assurance avant la notification du marché.

Le TITULAIRE doit justifier :

- une assurance obligatoire de Responsabilité Civile Professionnelle,

Le TITULAIRE devra justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences de sa responsabilité pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion du présent marché et ceci à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers et aux usagers, ainsi qu'aux participants.

Le TITULAIRE s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de leurs responsabilités.

Le TITULAIRE devra fournir une attestation pour l'ensemble des garanties de leurs assureurs justifiant qu'ils sont à jour de ses cotisations. Cette attestation devra porter la mention de l'échéance et l'étendue des garanties.

Le TITULAIRE informera la MAITRISE D'OUVRAGE de toutes modifications dans ses qualifications ou ses contrats d'assurances. Il informera la MAITRISE D'OUVRAGE des déclarations qu'ils effectueront auprès de ses propres assureurs au titre de l'opération.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations en termes d'assurance que le TITULAIRE.

10. Droit et langues

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
PARIS
75181
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

11. Dérogations aux documents généraux

L'article 1.6 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 5.3 déroge à l'article 9.4.2 du CCAG-PI.

12. Annexes

ANNEXE 1 : FICHE TECHNIQUE COLLINE

ANNEXE 2 : DPGF